

Les infos

Vendredi 14 octobre 2011



L'EFFET KISS COOL

Venu proposer 200€ de prime « de partage des profits », dite prime Sarkozy, le directeur des relations sociales attendait les protestations syndicales indignées de son faible montant, et elles n'ont pas manqué... à l'exception de celle de la CGT qui a rétorqué que cette prime est siphonnée de notre poche gauche pour être versée dans la droite ;-) Exonérée de cotisations sociales, elle vient conforter le déséquilibre qui motive déremboursements de médicaments, taxe sur les mutuelles et la hausse de cotisations induite en 2012 ! Quant au patronat, il ne manquera de se rembourser sur l'enveloppe des négociations salariales. Ceci dit, nos collègues syndicaux ont bien entendu adhéré à notre critique, tout en demandant une prime d'au moins 1.000€... La prochaine réunion étant fixée au 24, elle précédera de peu l'ouverture des négociations salariales le 25, on attend avec curiosité la suite du feuilleton.

LES ARNAQUEURS

C'est finalement en versant une prime d'un montant de 800€, identique à celle versée en 2003 pour 4D, que la direction du réseau a pu faire passer son projet de fermeture du PSC de Nanterre devant le CCE le 13. Certes, les élus ont tous voté contre, la CGT a refusé de voter, mais notre proposition d'organiser une mobilisation intersyndicale nationale dans tous les PSC est passée à pertes et profits et le « document d'accompagnement » a été entériné par le

CCE. C'est une énorme brèche pour l'avenir, car il repose sur l'obligation pour les salariés de suivre le transfert de leur poste, et le refus peut entraîner un licenciement pour motif individuel... L'arnaque consiste à écrire que la rupture du contrat de travail ne peut avoir un motif économique. Comme si la fermeture du PSC de Nanterre n'était pas une décision économique ! Les salariés de Nanterre vont ainsi se retrouver devant des RH qui écouteront poliment leurs desiderata avant de leur signifier qu'ils n'ont pas d'autre proposition à faire que leur enjoindre de suivre leur poste, qui à Cergy, qui à Saint Quentin en Yvelines, qui à Réaumur, Jemmapes ou Val de Fontenay... car pour la direction, toute l'Île de France n'est qu'un seul bassin d'emploi, ce qui donne une petite idée de la façon dont elle entend traiter des prochaines restructurations. La guerre ne fait que s'engager.

GO BANGALORE SOON

La frénésie à vouloir réclamer un plan de licenciements à SGCIB pourrait bien être satisfaite d'ici quelques temps, et générer quelques centaines de licenciements, tant par l'acharnement des anglosaxons, de la commission européenne, des pouvoirs publics à mettre en cause la solidité des banques françaises et le besoin qu'il y aurait de recapitaliser d'urgence et de séparer banque de détail et BFI... tant par les manœuvres en sous-sol d'une direction qui accélère son plan « d'optimisation des ressources » baptisé GOM, pour « global operating model » ou « go Bangalore soon » par le personnel de GBS (OPER). La CGT a obtenu pour la première fois des preuves de projets de transferts d'activités de Paris à Bangalore. L'inquiétude des salariés, à qui on demande d'aller former le personnel de Bangalore pourrait donc être fondée, à contrario de l'engagement que la direction avait pris auprès de nous lors des discussions sur la localisation des ressources. Il va falloir s'expliquer chez GBS.



CGT Société Générale
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68
cgt.sg@wanadoo.fr
Internet : www.premiumwanadoo.com/cgt.sg/
Intranet : Portail SG, Salariés France, Espace syndical, CGT